

MGI GROUPE

COMPTES CONSOLIDES AU 30 JUIN 2019

- BILAN
- COMPTE DE RESULTAT
- TABLEAU DE VARIATION DES CAPITAUX PROPRES
- TABLEAU CONSOLIDE DES FLUX DE TRESORERIE
- ANNEXE

K€

ACTIF	30 Juin	31 Décembre
	2019	2018
Ecart d'acquisitions net	838	877
Immobilisations incorporelles en cours	36 110	33 831
Immobilisations incorporelles nettes	3 114	2 922
Immobilisations corporelles en cours		
Immobilisations corporelles nettes	8 480	8 604
Immobilisations financières nettes	826	797
Titres mis en équivalence	75	75
Total de l'actif immobilisé	49 443	47 106
Stocks en cours	26 829	25 738
Clients et comptes rattachés	12 768	11 018
Autres créances	3 241	4 669
Impôts différés actifs	954	880
Disponibilités	26 982	26 789
Total de l'actif circulant	70 774	69 094
Charges constatées d'avance	511	237
Ecart de conversion actif	140	16
TOTAL DE L'ACTIF	120 868	116 453

K€

PASSIF	30 Juin	31 Décembre
	2019	2018
Capital	6 195	6 195
Primes d'émission	19 299	19 299
Primes de fusion	957	
Réserves consolidées	62 908	50 687
Réserves de conversion	- 8	4
Subvention d'équipement	132	136
Résultat de l'exercice	7 248	12 536
Total capitaux propres du groupe	96 731	88 857
Capitaux minoritaires hors groupe	1	2
Avances conditionnées BPI	3 289	3 306
Provisions pour risques et charges	563	454
Emprunts et dettes financières	8 181	9 719
Fournisseurs et comptes rattachés	6 907	7 907
Dettes sociales et fiscales	3 341	5 249
Impôts différés passifs		
Autres dettes	1 399	613
Total des dettes	19 828	23 488
Produits constatés d'avance	312	339
Ecart de conversion passif	144	7
TOTAL DU PASSIF	120 868	116 453

GROUPE MGI COMPTE DE RESULTAT CONSOLIDE SEMESTRIEL

K€

au 30 Juin

	2019	2018
Chiffres d'affaires	32 515	29 533
Autres produits d'exploitation	3 745	6 321
Produits d'exploitation	36 260	35 854
Achats et variation de stocks	13 914	15 533
Autres charges externes	4 111	3 577
Impôts et taxes	397	363
Charges de personnel	6 883	6 569
Dotations aux amortissements et provisions	1 280	1 357
Autres charges	45	30
Charges d'exploitation	26 630	27 429
RESULTAT D EXPLOITATION	9 630	8 425
Produits financiers	153	170
Charges financières	97	198
RESULTAT FINANCIER	56	- 28
RESULTAT COURANT DES ENTREPRISES INTEGREES	9 686	8 397
RESULTAT EXCEPTIONNEL	13	- 8
Impôts courant sur le résultat	- 2 485	- 2 394
Impôt différé	74	144
RESULTAT NET DES ENTREPRISES INTEGREES	7 288	6 139
Résultat des sociétés mises en équivalence		
Dotations aux amortissements liés aux écarts d'acquisition	- 40	- 40
RESULTAT NET DE L'ENSEMBLE CONSOLIDE	7 248	6 099
Intérêts minoritaires		
RESULTAT NET DES ENTREPRISES INTEGREES	7 248	6 099
Résultat par action (en €)	1,18	0,99
Résultat par action dilué	1,18	0,99

TABLEAU DE VARIATION DES CAPITAUX PROPRES CONSOLIDES

CAPITAUX PROPRES DU GROUPE	CAPITAL	PRIMES RESERVES	RESULTAT CONSOLIDE	RESERVE DE CONVERSION	SUBVENTION D'EQUIPEMENT	TOTAL
31-déc-17	6 155	62 356	8 592	47	118	77 174
Affectation résultat n-1		8 592	- 8 592			-
Augmentation de capital	40					40
Variation des réserves consolidés		- 1 849				- 1 849
Variation Actions propres		887				887
Variation des réserves de conversion						-
Subvention d'équipement				51	18	69
Résultat de l'exercice n			12 536			12 536
31-déc-18	6 195	69 986	12 536	4	136	88 857
Affectation résultat n-1		12 536	- 12 536			-
Augmentation de capital						-
Variation des réserves consolidés		470				470
Variation Actions propres		172				172
Variation des réserves de conversion				- 11		- 11
Provisions règlementées						-
Subvention d'équipement					4	4
Résultat de l'exercice n			7 248			7 248
30-juin-19	6 195	83 164	7 248	7	132	96 732

TABLEAUX CONSOLIDES DES FLUX DE TRESORERIE

	2019 01-juin	2018 31-déc
FLUX DE TRESORERIE LIES A L'ACTIVITE		
RESULTAT NET DES ENTREPRISES INTEGREES	7 248	12 536
Elimination des charges et des produits sans incidence sur la trésorerie ou non liés à l'activité		
Amortissements et provisions nets	1 157	- 790
Plus ou moins values de cession nettes d'impôt		
Quote part des actionnaires minoritaires	-	-
Marge brute d'autofinancement des sociétés intégrées	8 405	11 746
Variation des créances d'exploitation	- 1 791	- 1 631
Variation des dettes d'exploitation	- 2 012	4 500
Variation du besoin en fonds de roulement lié à l'activité	- 3 803	2 869
Flux net de trésorerie lié à l'activité	4 602	14 615
FLUX DE TRESORERIE LIES AUX OPERATIONS D'INVESTISSEMENT		
Capex R&D	- 2 822	- 5 811
Acquisitions d'immobilisations incorporelles et corporelles	- 645	- 1 522
Cessions d'immobilisations incorporelles et corporelles		3 280
Variation des immobilisations financières	- 29	- 53
Ecarts d'acquisition filiales		
Flux net de trésorerie lié aux opérations d'investissement	- 3 496	- 4 106
FLUX DE TRESORERIE LIES AUX OPERATIONS DE FINANCEMENT		
Remboursement d'emprunt	- 1 583	- 2 410
Souscription d'emprunt	28	756
Augmentation de capital		
Frais sur opération de capital		
Autres variations - actions propres	172	887
Flux net de trésorerie lié aux opérations de financement	- 1 383	- 767
Incidence des variations de taux de change	470	- 1 810
Variation de trésorerie	193	7 932
Trésorerie d'ouverture	26 789	19 079
Trésorerie à la clôture	26 982	26 789
Variation de trésorerie	193	7 710

ANNEXE

GROUPE MGI AU 30 JUIN 2019

Faits caractéristiques de l'exercice

Le groupe MGI a participé à de nombreux salons au cours du premier semestre, qui se sont tenus en Allemagne. Salon Printed Electronics à Berlin, LOPEC à Munich.

Nature et description de l'activité

Le groupe MGI propose une gamme complète de systèmes d'impressions numériques à destination des professionnels de l'imprimerie et des arts graphiques.

Le groupe est composé au 30 juin 2019 des sociétés suivantes :

- La SA MGI au capital de 6 195 480€ ayant son siège social au 4 rue de la Méridienne, 94260 Fresnes, est la société mère, fabrique des solutions d'impression numérique,
- La société MGI US au capital de 4 763 926\$, commercialise des équipements professionnels d'impressions et son siège social se situe au 3143 Skyway Circle à Melbourne Floride Etats-Unis, elle est détenue à 100%,
- La SARL DESCARTES TECHNOLOGIES, au capital de 50 000€, est un fabricant de presses, et son siège social se situe au 2 rue Pierre Pascault à Descartes 37160, elle est détenue à 99,00 %,
- La SA CERADROP, au capital de 669 000€, est spécialisée dans la conception et la commercialisation d'équipements professionnels d'impression jet d'encre pour l'électronique imprimée, son siège social se situe au 32 rue Soyouz – Parc Ester à Limoges, elle est détenue à 100 %,
- La société KORA PACKMAT, au capital de 500 000€, est spécialisée en mécanique et commercialise les équipements auprès de professionnels, son siège social se situe au 18 Gewerbestr à Villingendorf en Allemagne, elle est détenue à 100%,
- La SAS INKJET, au capital de 300 000€, est spécialisée dans le conseil, son siège social se situe au 10 avenue du maréchal Joffre, 92190 MEUDON, elle est détenue à 25 %.

Référentiel comptable

Les comptes consolidés de la société MGI SA présentés ont été préparés pour les besoins du marché Euronext Growth.

MGI SA a opté pour une présentation des comptes consolidés selon les principes comptables généralement admis en France. Les dispositions du règlement n°99.02 du Comité de Réglementation Comptable, actualisées des règlements modificatifs ultérieurs, sont appliquées.

Les sociétés incluses dans le périmètre de consolidation sont consolidées sur la base des comptes au 30 juin 2019 en harmonie avec les principes comptables retenus par le groupe.

Principes comptables

Les principes comptables appliqués pour l'établissement des comptes consolidés au 30 juin 2019 sont identiques à ceux utilisés dans les comptes consolidés établis au 31 décembre 2018.

Modalités de consolidation

Méthodes de consolidation

Les méthodes de consolidation retenues par la société MGI sont les suivantes :

- Sont consolidées par intégration globale, les sociétés dans lesquelles MGI exerce un contrôle exclusif directement ou indirectement,
- Sont consolidées par mise en équivalence les sociétés dans lesquelles MGI exerce une influence notable et détient directement ou indirectement plus de 20%.

L'intégration globale consiste à :

- intégrer dans les comptes de l'entreprise consolidante les éléments des comptes des entreprises consolidées, après retraitements éventuels ;
- répartir les capitaux propres et le résultat entre les intérêts de l'entreprise consolidante et les intérêts des autres actionnaires ou associés dits « intérêts minoritaires » ;
- éliminer les opérations en comptes entre l'entreprise intégrée globalement et les autres entreprises consolidées.

La mise en équivalence consiste à :

- substituer à la valeur comptable des titres détenus, la quote-part des capitaux propres, y compris le résultat de l'exercice déterminé d'après les règles de consolidation ;
- éliminer les profits internes intégrés entre l'entreprise mise en équivalence et les autres entreprises consolidées à hauteur du pourcentage de participation dans l'entreprise mise en équivalence.

Les comptes consolidés sont établis sur la base des comptes des sociétés du Groupe au 30 juin 2019.

Les transactions entre les sociétés intégrées ainsi que les résultats internes entre ces sociétés ont été éliminées dans les comptes consolidés.

Périmètre de consolidation

Les comptes consolidés comprennent les sociétés suivantes :

Nom de la société	Méthode de consolidation	Intérêts (%)	Contrôle (%)	Pays d'activité
MGI SA	Société Mère	N/A	N/A	France
MGI USA Inc	Intégration Globale	100 %	100 %	Etats unis
DESCARTES TECHNOLOGIES	Intégration Globale	99 %	99 %	France
CERADROP	Intégration Globale	100 %	100 %	France
GAMMA	Intégration Globale	100 %	100 %	France
KÖRA-PACKMAT	Intégration Globale	100 %	100 %	Allemagne
INKJET TECHNOLOGY	Mise en équivalence	25 %	25 %	France

Intérêts minoritaires

Les intérêts minoritaires correspondent à la part des tiers dans les capitaux propres et le résultat de chaque société consolidée par intégration globale.

Lorsque la part revenant aux intérêts minoritaires dans les capitaux propres d'une entreprise consolidée devient négative, l'excédent ainsi que les pertes ultérieures imputables aux intérêts minoritaires sont supportés par le Groupe.

Recours à des estimations

Pour établir ces informations financières, la direction du Groupe doit procéder à des estimations et faire des hypothèses qui affectent la valeur comptable des éléments d'actif et de passif, des produits et des charges, ainsi que les informations données en notes annexes.

La direction du groupe procède à ces estimations et appréciations de façon continue sur la base de son expérience passée ainsi que de divers autres facteurs jugés raisonnables qui constituent le fondement de ces appréciations. Les montants qui figureront dans les futurs états financiers sont susceptibles de différer des estimations présentes en fonction de l'évolution de ces hypothèses ou de conditions différentes.

Les principales estimations faites par la direction pour l'établissement des états financiers concernent la valorisation des écarts d'acquisition ainsi que leur durée d'utilité retenue, la valorisation des actifs incorporels, le montant des provisions pour risques et autres provisions liées à l'activité, ainsi que des hypothèses retenues pour les impôts différés.

Écarts d'acquisition

Les écarts d'acquisition correspondent à l'écart calculé entre :

- le coût d'acquisition des titres de participation des sociétés consolidées
- la quote-part de l'entreprise acquéreuse dans les capitaux propres à la date d'acquisition.

Cet écart est prioritairement affecté aux actifs et passifs identifiés de l'entreprise acquise de telle sorte que leur contribution au bilan consolidé soit représentative de leur juste valeur et l'écart résiduel est inscrit en écart d'acquisition.

Les écarts d'acquisition positifs sont inscrits à l'actif immobilisé et font l'objet d'un amortissement selon un plan préalablement défini, sur une durée déterminée en fonction des objectifs retenus lors de l'acquisition, allant de 5 à 20 ans.

Les écarts d'acquisition font l'objet d'un test de perte de valeur au moins une fois par an lors de la clôture des comptes ou plus fréquemment s'il existe des indices de perte de valeur. Le test de perte de valeur consiste à comparer la valeur nette comptable de l'actif à sa valeur recouvrable, qui est la valeur la plus élevée entre sa juste valeur diminuée des coûts de cession et sa valeur d'utilité. La valeur d'utilité est obtenue selon la même méthode que celle utilisée au moment des acquisitions décrite ci-dessus.

Lorsque les tests effectués mettent en évidence une perte de valeur, celle-ci est comptabilisée afin que la valeur nette comptable de ces actifs n'excède pas leur valeur recouvrable. Lorsque la valeur recouvrable est inférieure à la valeur nette comptable de l'actif (ou groupe d'actifs), une perte de valeur est enregistrée en résultat pour le différentiel.

Les écarts d'acquisition négatifs sont inscrits au passif en provision pour risques et charges et font l'objet dans le cas où ils correspondraient à une prévision de pertes futures à une reprise par résultat étalée dans le temps selon un rythme prédéfini. Dans le cas où ils ne correspondent pas à des risques identifiés, ils sont repris en résultat de l'année d'acquisition.

Méthodes et règles d'évaluation

Les principes et méthodes appliqués par le groupe MGI France sont les suivants :

Conversion des états financiers et des transactions libellés en monnaie étrangère.

Les bilans des Sociétés étrangères sont convertis en euros au cours de change en vigueur à la date de clôture de l'exercice à l'exception des composantes de la situation nette, qui sont converties aux cours historiques. Les comptes de résultat sont convertis au taux moyen de l'exercice. Les différences de conversion en résultant sont inscrites directement dans les capitaux propres en réserve de conversion.

Les opérations en devises sont converties au taux du jour de la transaction. Les dettes et créances libellées en devises sont converties au cours en vigueur à la date d'établissement des comptes.

Les différences de change dégagées à cette occasion sont comptabilisées en compte de résultat.

Immobilisations incorporelles

Les immobilisations incorporelles sont comptabilisées à leur coût d'acquisition.

Les immobilisations incorporelles sont composées de :

- dépenses de recherche et développement sur projets en cours non encore commercialisés
- logiciels
- brevets

- Les dépenses de recherche et développement sont enregistrées en charges de l'exercice au cours duquel elles sont encourues, à l'exception des frais de développement inscrits en immobilisations lorsque les conditions d'activation répondant strictement aux critères suivants sont réunies :
 - le produit ou le processus est clairement identifié et les coûts imputables à ce produit ou ce procédé peuvent être individualisés et mesuré de façon fiable,
 - faisabilité technique nécessaire à l'achèvement de l'immobilisation incorporelle en vue de sa mise en service ou de sa vente,
 - intention du Groupe d'achever l'immobilisation incorporelle et de l'utiliser ou de la vendre,
 - capacité de celui-ci à utiliser ou à vendre cette immobilisation incorporelle,
 - probabilité que l'immobilisation incorporelle générera des avantages économiques futurs,
 - disponibilité de ressources techniques, financières et autres appropriées afin d'achever le développement et utiliser ou vendre l'immobilisation incorporelle.

Les développements portent sur un projet principal qui vise à développer une solution d'impression numérique grand format, sur tout support en technologie jet d'encre. Le projet intègre le développement de logiciels de pilotage et de gestion d'impression associés.

- Les logiciels acquis sont amortis sur le mode linéaire de 1 à 3 ans.
- Les brevets sont amortis sur le mode linéaire sur 5 ans.

Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont comptabilisées à leur coût d'acquisition.

Les immobilisations dont le groupe dispose au travers de contrats de crédit-bail sont comptabilisées comme des acquisitions en pleine propriété. Ces immobilisations sont amorties selon la méthode décrite ci-dessus et la dette correspondante figure au passif.

Ces immobilisations corporelles comprennent entre autre les frais de développement liés à des plateformes expérimentales de familles de machines déjà commercialisées et en cours d'amortissement. Ces plateformes sont amorties sur 9 ans.

Les amortissements sont calculés sur le mode linéaire sur la durée d'utilisation probable des différentes catégories d'immobilisations. Ces durées sont principalement les suivantes :

Constructions :	linéaire sur 10 et 40 ans.
Matériel de production :	linéaire sur 2 à 10 ans.
Matériel de bureau et informatique:	linéaire sur 3 à 5 ans.
Mobilier de bureau :	linéaire sur 5 à 10 ans.
Agencements, installations :	linéaire sur 5 à 12 ans.
Matériel de transport :	linéaire sur 2 à 5 ans.
Plateformes expérimentales	linéaire sur 9 ans.

Immobilisations financières

Les immobilisations financières sont représentatives de dépôts et de cautionnements, comptabilisées à leur valeur historique.

Titres mis en équivalence

Le principe général de mise en équivalence des comptes d'une entreprise consiste à substituer, dans le bilan consolidé, à la valeur comptable des titres de l'entreprise mise en équivalence, la part des capitaux propres (y compris le résultat de l'exercice) de cette entreprise, déterminés d'après les règles de consolidation. Cette quote-part de capitaux propres retraités est portée sur une ligne distincte du bilan consolidé intitulée « Titres mis en équivalence ».

Le compte de résultat consolidé doit reprendre, sur une ligne spécifique intitulée « Quote-part dans les résultats des entreprises mises en équivalence », la fraction du résultat net de l'entreprise mise en équivalence, déterminée d'après les règles de consolidation.

En l'absence de précision complémentaire des textes spécifiques aux comptes consolidés, les titres mis en équivalence sont généralement évalués conformément aux principes généraux d'évaluation des titres de participation, au plus faible des deux montants suivants :

- valeur comptable consolidée des titres mis en équivalence, celle-ci comprenant, le cas échéant, la valeur comptable de l'écart d'acquisition, même si celui-ci est comptabilisé sur une ligne séparée ;
- valeur d'utilité des titres mis en équivalence, celle-ci représentant ce que l'entreprise accepterait de décaisser pour obtenir cette participation si elle avait à l'acquérir.

Aucune dépréciation des titres mis en équivalence n'a été comptabilisée dans les comptes consolidés.

Stocks

Les stocks sont constitués à la fois de stations d'impression numériques, de produits en cours de réalisation et de consommables.

Les encours de production et les produits finis sont valorisés au coût de production qui comprend le coût de consommation de matières premières, les coûts de main d'œuvre et les coûts de sous-traitance.

Les stocks de matières premières et de marchandises sont valorisés suivant la méthode "premier entré, premier sorti".

Clients et comptes rattachés

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale, une provision pour dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est devenue inférieure à la valeur comptable.

La Société commercialise ses services auprès d'une clientèle composée pour l'essentiel de professionnels de l'imprimerie, reprographie et grands comptes. La société évalue périodiquement le risque crédit et la situation financière de ses clients et provisionne les pertes potentielles sur créances non recouvrables.

De plus pour chaque nouveau client et pour son chiffre d'affaires consommables une demande d'agrément plafonnée à 16 000 € HT est présentée à notre compagnie d'assurance.

Disponibilités

La société possède des comptes libellés en devises. Il est procédé à leur conversion au taux de clôture de l'exercice.

Les écarts de change (produits ou charges) sont comptabilisés dans le résultat de l'exercice.

Actions propres

Le terme « actions propres » désigne les actions de la société consolidante. Les actions propres détenues par MGI sont portées en déduction des capitaux propres consolidés et les résultats afférents sont éliminés du compte de résultat consolidé.

Avances conditionnées

Lorsque la société perçoit des avances remboursables en vue de faciliter le lancement d'études de développement et de fabrication de certains matériels, elles sont comptabilisées en « Emprunts et dettes assortis de conditions particulières » présentées au bilan dans la rubrique « Avances conditionnées BPI ».

Le remboursement de ces avances est basé sur l'atteinte d'objectif de chiffre d'affaires réalisé sur les produits et services liés aux projets aidés.

Chiffre d'affaires

Le chiffre d'affaires est composé des éléments suivants :

- Ventes de matériel (stations d'impression numérique)
- Prestations de services (maintenance, formation...)
- Ventes de marchandises (consommables, matériel informatique)

Le chiffre d'affaires issu de la vente de matériels et de marchandises est reconnu à la livraison ou à la mise à disposition à l'usine s'agissant de ventes aux distributeurs.

Le chiffre d'affaires issu de la maintenance et du SAV est reconnu prorata temporis sur la durée du contrat. Ce principe entraîne la constatation de produits constatés d'avance pour la partie de la facturation relative à la période postérieure à la date de clôture.

Résultat exceptionnel

Les charges et produits exceptionnels sont constitués d'éléments qui en raison de leur nature, de leur caractère inhabituel et de leur non-réurrence ne peuvent être considérés comme inhérents à l'activité opérationnelle du groupe.

Impôt sur les sociétés

Impôt exigible

L'impôt exigible correspond à l'impôt dû par les sociétés du groupe MGI. Cet impôt est déterminé sur la base du résultat fiscal de la période, qui peut différer du résultat comptable suite aux réintégrations et déductions de certains produits et charges selon les dispositions fiscales en vigueur, et en retenant le taux d'impôt voté à la date de clôture.

Impôts différés

Les impôts différés sont constatés :

- à la clôture lorsqu'il existe une situation fiscale latente et que la situation fiscale de la société le permet. Des impôts différés sont calculés sur les différences temporaires provenant de l'écart entre la base fiscale et valeur comptable des actifs et passifs, ainsi que sur les déficits fiscaux, selon la méthode du report variable.
Les pertes fiscales reportables donnent lieu à comptabilisation d'un impôt différé actif lorsque leur récupération est fortement probable. Pour apprécier la capacité du Groupe à récupérer ses actifs, il est notamment tenu compte des prévisions de résultats fiscaux futurs.

- à la suite des retraitements effectués sur les comptes consolidés.

Conformément à la méthode du report variable, les actifs et passifs d'impôts différés sont évalués aux taux d'impôts dont l'application est attendue pour l'exercice au cours duquel l'actif sera réalisé ou le passif réglé, sur la base des taux d'impôts qui ont été adoptés ou quasi adoptés à la date de clôture.

Les impôts différés, actifs ou passifs, sont compensés entre eux au niveau de chaque entité fiscale et sont portés pour leur montant net, au passif ou à l'actif.

Information sectorielle

La nature de l'activité du groupe MGI permet de définir les secteurs suivants :

- le premier niveau d'information sectoriel est organisé par secteur géographique sur la base de la localisation de ses clients France et International.
- le second niveau d'information sectoriel est organisé par secteur d'activité : imprimantes, consommables et services.

Crédits d'impôt

▪ Crédit d'impôt recherche

Les entreprises industrielles et commerciales imposées selon le régime réel qui effectuent des dépenses de recherche peuvent bénéficier d'un crédit d'impôt.

Le crédit d'impôt est calculé par année civile et est comptabilisé en produit d'exploitation. Ce dernier est imputé sur l'impôt dû par l'entreprise au titre de l'année au cours de laquelle les dépenses de recherche ont été encourues. Le crédit d'impôt non imputé est reportable, en régime de droit commun, sur les trois années suivant celle au titre de laquelle il a été constaté. La fraction non utilisée à l'expiration de cette période est remboursée à l'entreprise.

Le crédit d'impôt recherche est comptabilisé en autres produits d'exploitation dans les comptes consolidés.

▪ Compétitivité de l'emploi

Conformément à la recommandation de l'autorité des normes comptables, le produit correspondant au crédit d'impôt compétitivité emploi (CICE) a été comptabilisé en moins des charges de personnel.

Résultat par action

Le résultat par action correspond au résultat net consolidé – part du groupe – se rapportant au nombre moyen pondéré d'actions de la société mère, en circulation au cours de l'exercice (à l'exclusion des actions propres déduites des capitaux propres).

Aucun instrument dilutif n'ayant été émis, le résultat dilué par action correspond au résultat par action se rapportant au nombre moyen pondéré d'actions de la société mère en tenant compte des instruments dilutifs ayant déjà été émis.

Note 1 : Ecart d'acquisition

Les écarts d'acquisition peuvent être résumés comme suit :

Il s'agit d'un écart d'acquisition dégagée lors de l'achat des titres Kora Packmat.

Au cours du deuxième semestre 2011, la société MGI SA a acquis 35% du capital social de la société Kora Packmat.

Début 2015, la société MGI SA a acquis 63,70% du capital social de la société Kora Packmat. ce qui porte sa participation à 98,70%.

En 2016 La société MGI a acquis 100% de la société Kora Packmat,

Cette opération a généré un écart d'acquisition d'un montant de 1 197K€.

Cet écart est amorti sur une durée de 15 ans. Son amortissement au 30 juin 2019 est de 359K€.

Date	Brut	Amort.	Amort. Except	Ecart d'acquisit.net
30/06/2019	1 197	- 359		838

Note 2 : Immobilisations incorporelles

Les immobilisations incorporelles se composent comme suit (en milliers d'euros):

	31/12/2018	Augmentations	Diminutions	30/06/2019
		exercice 2019		
Immobilisations incorporelles en cours	33 831	2 713	- 434	36 110
Frais d'établissement	-			-
Logiciels & Brevets - Autres immobilisations inc.	7 592	451		8 043
Fonds de commerce	27			27
Total	41 450	3 164	- 434	44 180
Amortissement	- 4 697	- 259		- 4 956
Valeurs nettes	36 753			39 224

Note 3 : Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles se composent comme suit (en milliers d'euros):

	30/06/2019			31/12/2018
	Valeurs brutes	Amortissements	Valeurs nettes	Valeurs nettes
Constructions	4 507	- 291	4 216	4 245
Installation tech, mat et outillages	11 034	- 7 036	3 998	3 914
Autres immobilisations corporelles	5 005	- 4 739	266	445
Immobilisations corporelles en cours	-		-	
Total	20 546	- 12 066	8 480	8 604

Les immobilisations correspondantes à des crédits baux représentent un montant brut de 2 300K€ et correspondent notamment au crédit bail immobilier de KORA

	31/12/2018	Augmentations	Diminutions	Ecart de change	30/06/2019
		exercice 2019			
Valeurs brutes	19 816	731	- 1		20 546
Amortissements	- 11 212	- 860	6		- 12 066
Valeurs nettes	8 604	- 129	5	-	8 480

Note 4 : Immobilisations financières

Les immobilisations financières s'analysent comme suit (en milliers d'euros):

	31/12/2018	Augmentations	diminutions	Retraitement	30/06/2019
		exercice 2019			
Immobilisations financières	797	32	- 3		826

Les immobilisations financières sont essentiellement représentatives de dépôts et cautionnements données en garantie des loyers des locaux.

Note 5 : Titres de participation mis en équivalence

(en milliers d'euros):

	31/12/2018	augmentations	diminutions	Reclassement	30/06/2019
Titres de participation mis en équivalence	75				75

Ces titres sont composés uniquement de la participation à hauteur de 25% dans le capital social de la société INKJET pour un montant de 75K€

Note 6 : Stocks

Les stocks s'analysent comme suit (en milliers d'euros):

	30/06/2019			31/12/2018
	Valeurs brutes	Dépréciation	Valeurs nettes	Valeurs nettes
Marchandises/Stocks mat.première et autres appro.	11 757		11 757	9 726
Produits Intermédiaires et finis	15 609	- 537	15 072	16 012
Total	27 366	- 537	26 829	25 738

Note 7 : Clients

Le détail du compte clients et comptes rattachés est le suivant (en milliers d'euros):

	30/06/2019	31/12/2018
Créances clients	13 508	11 721
Provisions sur créances douteuses	- 740	- 703
Total	12 768	11 018

Note 8 : Autres créances

L'ensemble de ces créances s'analyse comme suit (en milliers d'euros):

	30/06/2019	31/12/2018
TVA déductible, créances fiscales et sociales	973	2 383
Crédit d'impôts recherche et acomptes IS	1 208	2 159
Acomptes fournisseurs et autres créances	1 060	127
Total	3 241	4 669

Le poste crédit d'impôt recherche et acompte IS se décompose de la manière suivante :

CIR 2019	957
Autres crédits d'impôts	251
	1 208

Le poste acomptes fournisseurs et autres créances se décompose de la manière suivante :

Avances fournisseurs	67
Subventions à recevoir	21
Débiteurs divers	12
Prime de fusion	957
Autres	3
	1 060

Note 9 : Impôts différés actifs

L'impôt différé actif s'analyse comme suit (en milliers d'euros):

	30/06/2019	31/12/2018
Base - Retraitements de consolidation	2 503	2 321
Base- Ecart sur valeur d'acquisition	359	319
Total base fiscale différée	2 862	2 640
Impôts différés actifs	954	880

Note 10 : Ventilation des créances

Etat des créances	Total	<1 an	>1 an	>5 ans
Autres immobilisations financières	826			826
Avances et acomptes versés fournisseurs	67	67		
Créances clients et comptes rattachés	12 249	12 249		
Clients douteux brut	519		519	
Personnel				
Organismes sociaux				
Etat	2 181	2 181		
Subventions à recevoir	21	21		
Débiteurs divers et autres	972	972		
Charges constatées d'avance	511	511		
Totaux	17 346	16 001	519	826

Note 11 : Disponibilités

Le détail des disponibilités ressort comme suit (en milliers d'euros):

	30/06/2019	31/12/2018
Comptes à terme	177	191
Comptes bancaires en €	22 181	21 071
Comptes bancaires en devises	4 624	5 527
Total	26 982	26 789

Les comptes bancaires en devises sont convertis au taux de clôture.

Note 12 : Charges constatées d'avance

Le détail des charges constatées d'avance ressort comme suit (en milliers d'euros)

Celles-ci sont essentiellement constituées de :

	30/06/2019	31/12/2018
Foires et salons	44	16
Autres charges d'exploitation	467	221
Total	511	237

Note 13 : Capital social

Le capital social est composé de 6 195 480 actions d'une valeur de 1 €

	31/12/2018	nombre d'actions créées	30/06/2019
Nombre d'actions	6 195 480		6 195 480

	31/12/2018	augmentation	diminution	30/06/2019
Capital social	6 195 480			6 195 480
Primes d'émission	19 299 274			19 299 274
Prime de fusion		957 108		957 108

Fusion

La prime de fusion concerne les deux traités de fusion établi courant juin 2019 à effet rétroactif du 1er janvier 2019 pour les sociétés Ceradrop et Descartes.

Le boni de fusion de Ceradrop s'élève donc à 574 090€ et celui de Descartes s'élève à 383 018€.

Actions propres

Le terme « actions propres » désigne les actions de la société consolidante. Les actions propres détenues par MGI sont portées en déduction des capitaux propres consolidés et les résultats afférents sont éliminés du compte de résultat consolidé.

Au 30 juin 2019, la société MGI détenait 28 842 actions acquises pour un montant de 1 190 563,78€, le résultat y afférent est de 91 463€.

Note 14 : Avances conditionnées BPI

Dans le cadre de sa recherche la société a bénéficié de différentes avances conditionnées (en milliers d'euros):

	31/12/2018	souscription	remboursement	30/06/2019
Avances conditionnées BPI	3 306		17	3 289

Le remboursement de ces avances est basé sur l'atteinte d'objectif de chiffre d'affaires réalisé sur les produits et services liés aux projets aidés.

Note 15 : Provisions pour risques et charges

Les provisions pour risques et charges s'analysent comme suit (en milliers d'euros):

	30/06/2019	31/12/2018
Provisions pour risques et charges explt	30	46
Provisions pour pension	533	408
Total	563	454

La méthode retenue pour le calcul de l'engagement en matière de retraite est la méthode des unités de crédit projeté.

Elle retient comme base le salaire de fin de carrière, les droits sont calculés à partir de l'ancienneté finale proraisée. Les paramètres financiers retenus sont les suivants :

- Taux IBOXX Corporates AA : 0,77%
- Revalorisation des salaires pour les cadres et non cadres de 2%
- Charges sociales patronales de 42%
- Départ volontaire à la retraite 100%
- Mobilité des actifs avec un turnover moyen
- Probabilité de survie : table INSEE 2017

Note 16 : Emprunts et dettes financiers

Les emprunts et dettes financiers du groupe sont les suivants (en milliers d'euros):

	31/12/2018	souscription	remboursement	30/06/2019
Emprunts auprès des établist de crédits *	7 414		- 900	6 514
Intérêts courus sur emprunts	607	29	- 607	29
Dettes de crédit bail	1 698		- 60	1 638
Dépôt de garantie client				-
Total	9 719	29	- 1 567	8 181

* hors BPI av conditionnées

Echéancier des emprunts au 30-juin-19	Emprunts auprès des établis crédits	Crédit bail	Dépôt de garantie	total
Moins d'un an	3 588	162		3 750
Entre 1 et 5 ans	2 955	568		3 523
Plus de 5 ans		908		908
Total	6 543	1 638	-	8 181

Note 17 : Dettes

Dettes fournisseurs et comptes rattachés

Le détail du compte fournisseurs et comptes rattachés est le suivant (en milliers d'euros):

	30/06/2019	31/12/2018
Dettes fournisseurs	4 307	7 519
Fournisseurs factures non parvenues	2 600	388
Total	6 907	7 907

L'ensemble des dettes fournisseurs et comptes rattachés a une échéance inférieure à un an.

Dettes sociales et fiscales

Le détail des dettes sociales et fiscales est le suivant (en milliers d'euros):

	30/06/2019	31/12/2018
Dettes envers le personnel	1 821	828
Dettes fiscales et sociales	1 520	4 421
Total	3 341	5 249

L'ensemble des dettes sociales et fiscales a une échéance inférieure à un an.

Elles sont constituées pour l'essentiel, de la provision pour congés payés, des charges sociales du mois de juin et celles du 2ème trimestre en ce qui concerne les caisses de retraite.

Autres dettes

Le détail des autres dettes est le suivant (en milliers d'euros):

	30/06/2019	31/12/2018
Acomptes clients sur commandes	1 289	503
Avance COFACE et divers	110	110
Total	1 399	613

Produits constatés d'avance

Les produits constatés d'avance sont constitués des contrats de maintenance liés à la vente de nos équipements, retenus au protara temporis sur la durée des contrats (en milliers d'euros):

	30/06/2019	31/12/2018
Contrats de maintenance	312	339
Equipements et services		
Total	312	339

Note 18 : Informations sectorielles

Le tableau ci-dessous résume de manière synthétique la répartition du chiffre d'affaires (en milliers d'euros):

par secteur géographique

	30/06/2019	%	31/12/2018	%
CA France	2 264	7%	5 037	8%
CA Export	30 251	93%	55 997	92%
Total	32 515	100%	61 034	100%

par secteur d'activité

	30/06/2019	%	31/12/2018	%
CA Equipements	26 368	81%	50 285	82%
CA Consommables et services	6 147	19%	10 749	18%
Total	32 515	100%	61 034	100%

Note 19 : Autres produits d'exploitation

Les autres produits d'exploitation se décomposent comme suit (en milliers d'euros):

	30/06/2019	31/12/2018
Production stockée	- 229	1 641
Production Immobilisée	2 822	5 811
Subvention d'exploitation	8	17
Reprise de provisions	140	116
Transfert de charges	3	4
Crédit d'impôt recherche	957	1 987
Autres produits	43	88
Total	3 744	9 664

La production immobilisée pour un montant de 2 822K€ représente le coût des plateformes expérimentales développées pour la période.

Note 20 : Autres charges externes

Les achats et charges externes se composent pour l'essentiel de (en milliers d'euros):

	30/06/2019	31/12/2018
Publicité et salons	184	570
Loyers	463	870
Honoraires	548	887
Frais de commercialisation	906	871
Transport marchandises et déplacements	821	2 385
Divers	1 189	1 957
Total	4 111	7 540

Note 21 : Dotations aux provisions d'exploitation

Les dotations aux provisions d'exploitation se décomposent comme suit (en milliers d'euros):

	31/12/2018	dotation	reprise	30/06/2019
Dépréciation client	693	37		730
Dépréciation stock	676		- 140	536
Provision pension retraite	408	125		533
Total	1 777	162	- 140	1 799

Note 22: Résultat financier

Le résultat financier est essentiellement composé de (en milliers d'euros):

	30/06/2019	31/12/2018
Différence de change	30	59
Produits et charges financiers autres	26	- 46
Total	56	13

Note 23: Résultat exceptionnel

Le résultat exceptionnel est essentiellement composé de (en milliers d'euros):

	30/06/2019	31/12/2018
Produits et charges sur exercice ant.		-
Produits et charges exceptionnels	12	
Reprise de provision pour risques	1	
Total	13	-

Note 24 : Impôts sur les sociétés

Impôts différés (en milliers d'euros)

	30/06/2019	31/12/2018
Retraitements consolidés	222	375
Base	222	375
Impôts différés	74	125

Le taux d'impôt appliqué est de 33,33%

Impôts exigibles (en milliers d'euros)

	30/06/2019	31/12/2018
Impôts société	2 485	5 372
Impôts exigibles (en milliers d'euros)	2 485	5 372

Note 25 : Autres informations

* REMUNERATIONS ET HONORAIRES ALLOUES AUX ORGANES DE DIRECTION

(en milliers d'euros)

	30/06/2019	31/12/2018
Rémunérations	468	884
Total	468	884

Note 26: EFFECTIF MOYEN DU GROUPE

	30/06/2019	31/12/2018
Cadres	113	116
Non Cadres	98	98
Total	211	214

Note 27: FRAIS DE RECHERCHE ET DEVELOPPEMENT

Les dépenses effectuées au titre de la recherche et du développement sur l'exercice sont d'un montant de 8 035K€, soit 13,16% du CA consolidé du groupe. Cette recherche est activée pour un montant de 5811K€ (CAPEX), le solde pour un montant de 2 224K€ reste comptabilisé en charge. La dotation aux amortissements des plateformes expérimentales commercialisées s'élève à 1 261K€.

Le groupe a calculé un CIR arrêté au 31 décembre 2018 d'un montant de 1987K€, il est comptabilisé en produit et participe au financement de la recherche comptabilisée en charge.

(en milliers d'euros)

	30/06/2019	31/12/2018
Dont Capex (frais de développement capitalisé)	2 822	5 811
Dont frais pris en charges	1 001	2 224
Total Dépenses R&D financées s/exercice	3 823	8 035
Dépenses de R&D en % du CA net	13,16%	15,97%

Dotations aux amort des frais de R&D capitalisés sur les exercices précédents	576	1 261
---	-----	-------

28- Impôts et preuve d'impôt (en milliers d'euros)

	30/06/2019
Résultat consolidé des sociétés intégrées avant IS	9 698
IS théorique à 30%	2 909
IS groupe comptabilisé	- 2 485
Écart	424
Décomposition de l'écart	
Non reconnaissance d'actifs d'impôts	277
Incidence des déficits reportables	
Incidence des différences permanentes	8
Contribution sociale	- 54
Autres décalages	267
Impôt courant	- 74
Écart	424

29 - Résultat par action (en euros)

	2019 30-juin	2018 31-déc
Résultat net	7 248 149	12 535 868
Nombre d'actions	6 195 480	6 195 480
Actions propres à déduire	- 28 842	- 25 186
	6 166 638	6 170 294
Nombre d'actions théorique issu de l'exercice potentiel des BSA en circulation		
Total des actions dilué tenant comptes des instruments en circulation	6 166 638	6 170 294
Résultat par action (en €)	1,18	2,03
Résultat par action dilué	1,18	2,03

30 - Engagements financiers (en milliers d'euros)

ENGAGEMENTS DONNES	MONTANT
Effets escomptés non échus	néant
Autres engagements : nantissement du fonds de commerce	
BANQUE T	1 338
BANQUE B	4 935
	6 273

31 - Cautions - Garantie première demande (en milliers d'euros)

CAUTIONS	DATE DEBUT	DATE FIN	MONTANT
KORA - TRANSNOVA RUF	30/10/2017	19/11/2019	37
CERADROP - IPZS	29/01/2019	31/08/2019	29
			66

32- Transactions entre les parties liées

Les transactions entre les parties liées ont été conclues à des conditions normales de marché. A ce titre, elles ne nécessitent pas d'informations complémentaires visées à l'article R.123-198 11°.